



Djibouti : Une fin d'année mouvementée

Par Dimitri VERDONCK

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications



Analyse

Décembre 2014

Sur fond de manifestations, de répression et de dissensions au sein de l'opposition, Djibouti connaît une fin d'année mouvementée. La présente analyse revient sur cette actualité et propose un arrêt sur image.

Le 4 novembre 2014, une nouvelle vague de répression s'est abattue sur le MJO, le très actif Mouvement des Jeunes de l'Opposition. D'abord les jeunes activistes djiboutiens manifestent pacifiquement dans les rues de Djibouti. Ensuite, c'est le retour de bâton. Ces violences interviennent alors que le régime parle pourtant de dialogue politique avec l'opposition ! Cette fois, c'est la police de Balbala qui avait été lancée contre le MJO. Dès le matin du 4 novembre, les policiers avaient violé plusieurs domiciles de Balbala Cheik Moussa et de Balbala Ancien (Caadi) où ils ont procédé à la confiscation d'archives, de sommes d'argent et de matériel personnel ainsi qu'à l'arrestation d'au moins deux militants du MJO dont Mohamoud Guedi Moussa dit Walo. Ce dernier avait déjà été arrêté à plusieurs reprises pour militantisme pro-démocratique et connu les geôles de la police mais aussi la prison centrale du pays, Gabode.

Un mois plus tard, les jeunes du MJO sont à nouveau interpellés illégalement et avec violence. Cela se passait le lundi 8 décembre 2014 vers 17 heures. C'est à la police de Balbala, banlieue populaire de la capitale djiboutienne, qu'ils ont été jetés en garde à vue au commissariat de police du 4^{ème} arrondissement de cette même banlieue. Ensuite, ils ont été placés sous mandat de dépôt et le mercredi 10 décembre 2014, journée internationale des droits de l'Homme, vers 17 heures à la prison centrale du pays, Gabode, par un substitut du procureur de la République. Ils ont été présentés devant le substitut en dehors des heures de service et à l'insu de leur avocat, Maître Zakaria Abdillahi Ali, qui est aussi le président de la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH).

Durant les quarante-huit heures de garde à vue, le président et le porte-parole du MJO ont été détenus dans des conditions inhumaines. Ils ont croupi dans une cellule étroite, surchargée et sale au possible, parmi les excréments et les urines. De plus, ils n'ont eu accès ni à leur avocat, ni à leur médecin, alors qu'ils souffrent des suites de la violence subie aux mains de la police lors de l'arrestation. Ils ont été frappés à coups de crosse à la tête, sur les jambes et aux reins. Ils ont d'ailleurs observé une grève de la faim pour protester contre cette injustice.

C'est dans ce contexte et à l'occasion de la journée internationale des Droits de l'Homme, que le Mouvement citoyen "Djibouti 2016" a été officiellement lancé. Dans la perspective de la tenue des élections présidentielles de 2016, il s'agit pour un certain nombre de citoyens djiboutiens de soutenir et de préparer l'alternance. C'est ce qu'a annoncé à l'agence Belga, le président du Mouvement, le Belgo-Djiboutien Ali Deberkale. Deux ans après la création de l'Union pour le Salut National (USN) et le poste de représentant officiel auprès de l'Union européenne qu'il a occupé jusqu'ici, Ali Deberkale a dit se réjouir de la crédibilité gagnée à l'intérieur comme à l'extérieur du pays par l'opposition djiboutienne. *"La représentation existe et les relations entre l'opposition djiboutienne et l'Union européenne n'ont jamais été aussi étroites."*

Le Belgo-Djiboutien ne compte toutefois pas s'arrêter là et annonce donc la création du mouvement "Djibouti 2016" dont la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) est partenaire. *"La population est déterminée mais l'opposition reste fragile. Le pays a besoin d'un projet de société crédible et ambitieux. Il faut donc que la société civile assume sa part de travail et contribue activement à préparer l'alternance."*

Avec le soutien de grands noms de la société civile internationale et de personnalités engagées, il s'agit de coordonner l'élaboration d'un projet de société via une dizaine de groupes de travail. Un memorandum sera ensuite remis aux candidats à la présidentielle. L'idée étant de ne pas arriver aux élections *« avec pour seul message qu'il faut éjecter Omar Guelleh de la présidence. Omar Guelleh, c'est déjà du passé »*, commente le président du mouvement présenté comme *"indépendant et ouvert à tous ceux qui veulent préparer sérieusement l'avenir de Djibouti"*.

Les travaux du Mouvement s'inscriront par ailleurs dans le cadre d'une campagne internationale baptisée *"Tournons la page"*. Lancée par des citoyens, des intellectuels, des artistes, des militants, des journalistes, des responsables religieux, des associations et des syndicats, la campagne en appelle à un large rassemblement pour tourner la page des régimes autoritaires et construire les conditions d'une véritable démocratie en Afrique. En bref, souligne M. Deberkale, *« pour préparer l'alternance et la rendre possible, nous comptons à la fois sur nous-mêmes et sur le soutien de la communauté internationale »*. Parmi les partenaires on compte notamment le CNCD 11.11.11, Médecins du Monde ou encore la Fédération internationale des Journalistes.

Si le moment choisi par l'équipe du Mouvement Djibouti 2016 pour communiquer sur son lancement ne s'est pas fait par hasard, du côté du régime non plus, le régime djiboutien a lui aussi précisément choisi ce jour pour *emprisonner arbitrairement les leaders du MJO, le Mouvement des jeunes de l'opposition*". Pour Ali Deberkale, il n'y a pas de hasard, et le choix d'emprisonner les jeunes leaders de l'opposition le jour anniversaire des droits humains constitue en fait une véritable provocation à l'égard de la communauté internationale à laquelle le pouvoir djiboutien signifie qu'il n'a que faire des inquiétudes exprimées sur la situation des droits humains à Djibouti. C'est aussi une provocation à l'égard du jeune Mouvement 2016 que le régime voit arriver d'un très mauvais œil sur la scène politique et sociale djiboutienne.

Après moult rumeurs et déclarations diffusées sur facebook, Ali Deberkale a finalement décidé de démissionner du poste de représentant officiel de l'UISN auprès de la Belgique et de l'Union européenne. Dans un courrier officiel adressé le 15 décembre 2014 aux responsables de l'USN, il a ainsi signifié sa démission ajoutant qu'il était très fier du travail accompli et déterminé à préparer l'alternance, aux côtés des jeunes qui se mobilisent pour l'avenir de Djibouti.

Grâce à cette représentation, il est vrai que l'opposition djiboutienne a gagné en crédibilité et remporté des victoires diplomatiques importantes. Elle a aussi mené une série d'initiatives politiques qui portent aujourd'hui leurs fruits.

Dans un message adressé aux Djiboutiens, il a surtout insisté sur l'admiration qu'il éprouvait à l'égard des jeunes et des militants djiboutiens qui s'engagent au péril de leur sécurité et parfois, de leur vie. *« C'est de la population et en particulier de la jeunesse que tout est parti. Ce sont eux qui sont aux premières lignes dans les manifestations. Ce sont eux qui se sacrifient, eux qui subissent les coups et que l'on enferme. Ce sont eux qui donnent leur légitimité aux leaders de l'opposition. Ce sont eux qui redonnent sa dignité un peuple djiboutien. Je les encourage et je leur dis toute mon admiration ».*

Pour lui, l'opposition réunie au sein de l'USN serait actuellement trop occupée à assurer sa propre survie et à gérer des ambitions concurrentes. Cela lui porterait donc préjudice et elle commettrait de très graves erreurs d'appréciation, comme la méfiance affichée à l'égard des femmes de l'opposition ou la rupture incompréhensible avec les jeunes MJO.

Une semaine après cette annonce, c'est le coup de théâtre. La coalition USN publie un communiqué et Ali Deberkale se voit contraint de réagir publiquement. Il s'exprime en ces termes :

En janvier 2013, grâce à l'intervention avisée et tenace de quelques uns, les opposants historiques ont compris qu'il y avait quelque chose à tenter pour les élections législatives de 2013. À condition de s'unir. Leurs adversaires ont été pris de court, ils ne s'attendaient ni à l'unité ni à la dignité retrouvée de la population djiboutienne, fière, courageuse et déterminée. Qu'il vienne de l'opposition ou du pouvoir actuel qui aurait pu saisir l'occasion pour faire son auto-critique, l'espoir d'un changement est réellement né. Pour la première fois depuis très longtemps, la majorité des Djiboutiens ont pensé qu'ils pourraient un jour sortir de la misère.

Au fil des mois, la politique politicienne a repris le dessus. L'élite au pouvoir s'est accrochée à ses privilèges, sans prendre conscience que quelque chose était en marche et que l'on n'arrêtera pas. Sans se hisser à la hauteur de la situation. De son côté, l'USN s'est lentement laissée berner, trop occupée qu'elle était à multiplier les erreurs et les titres. Car si elle a ouvert ses portes à des hommes intègres et à de brillantes personnalités, elle a aussi laissé entrer les plus médiocres d'entre nous. Ceux, jeunes ou vieux, dont le passé - même récent - n'est qu'une minable succession de trahisons et de turpitudes visant à s'enrichir personnellement sur le dos de la population. Voyez les maisons, les voitures, les voyages d'agrément, les résidences secondaires et le train de vie de certains...

Entre l'incompétence des uns, l'agenda (à peine) caché des autres et la défiance de tous à l'égard de ceux qui travaillent vraiment et enregistrent des résultats tangibles, l'USN est devenue infréquentable et le haut conseil, une chambre d'enregistrement de toutes sortes d'absurdes bassesses. Voyez encore, il n'y a pas plus tard qu'une semaine, le communiqué honteux de l'USN qui refuse de citer le MJO alors que la libération et la vie même de jeunes gens courageux dépend du soutien et de la pression extérieurs. Ce n'est pas acceptable. C'est même l'erreur de trop qui confirme définitivement ce que je me refusais à dire publiquement jusqu'ici : telle qu'elle est aujourd'hui composée et au train où vont les choses, l'USN ne représente pas une alternative crédible pour Djibouti.

Que cela plaise ou non, c'est pour toutes ces raisons que j'ai choisi de quitter l'USN. Aux incompetents, je demande de faire preuve d'humilité et d'apprendre, tout simplement. Aux médiocres, à ceux qui ont du sang sur les mains, aux revanchards séniles qui se trompent de combat, aux avocillons véreux en quête tardive de respectabilité et aux jeunes pousses affamées qui roulent pour leur prétendu adversaire, je ne dis rien. L'Histoire se chargera de les faire oublier.

À tous les autres, je confirme mon soutien et je leur dis toute ma détermination à garder le cap avec un seul et unique objectif : préparer l'alternance et la rendre possible pour sortir Djibouti de la misère. À moins d'y être à nouveau contraint par des attaques personnelles ou de grossiers mensonges, je ne reviendrai plus sur l'USN. L'instrument était nécessaire et il a aujourd'hui atteint ses limites, la chose est entendue. Même si je peux comprendre que la création du Mouvement Djibouti 2016 en fâche certains et prenne de court ceux qui n'avaient rien vu venir, j'en appelle à chacun pour qu'il garde son sang froid et se tourne avec dignité vers le présent et l'avenir qu'il nous reste à construire.

La fin de l'année 2014 aura été mouvementée pour l'opposition djiboutienne. Reste à voir ce que réserve 2015...